

Coopération statistique internationale

Lettre d'information N°26, Octobre 2026 - Insee, France

SOMMAIRE

COOPÉRER POUR ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE	1
À LA UNE – PARTENARIAT INSEE– STATAFRIC	2
COMPTABILITÉ NATIONALE, STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET PRIX... 3	
INNOVATION, DONNÉES, NOMENCLATURES ET RÉFÉRENTIELS	9
GOVERNANCE, TRANSFORMATION DES INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES.....	12
DIFFUSION, COMMUNICATION ET RAYONNEMENT.....	18

COOPÉRER POUR ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE

Le premier semestre 2026 illustre la diversité des formes que prend aujourd'hui la **coopération statistique internationale de l'Insee**. Missions d'expertise et de programmation, formations, visites d'étude, développement d'outils, échanges entre pairs ou participation aux instances internationales poursuivent un même objectif : accompagner les instituts partenaires dans leurs transformations tout en favorisant un apprentissage réciproque.

Les actions présentées dans cette Lettre témoignent de la diversité des transformations auxquelles sont aujourd'hui confrontés les systèmes statistiques et des besoins d'accompagnement qui en découlent. Évolution des méthodes et des outils, nouvelles sources de données, développement des compétences, transformation des organisations ou renouvellement des relations avec les utilisateurs : les enjeux sont multiples et prennent des formes différentes selon les institutions. Dans ces contextes variés, **l'Insee mobilise son expertise en l'adaptant aux priorités exprimées par ses partenaires**.

Ce semestre souligne également l'importance de **coopérations inscrites dans la durée et mieux coordonnées entre institutions**. Les partenariats bilatéraux se nourrissent des réseaux européens, africains et multilatéraux, tandis que les expériences développées avec les instituts partenaires enrichissent en retour les pratiques et les réflexions collectives. Innovation, partage d'expériences et réciprocité constituent ainsi un fil conducteur de cette nouvelle édition.

Cette Lettre revient sur quelques-unes des actions et des rencontres qui ont marqué le premier semestre 2026 et qui contribuent, chacune à son échelle, à construire une statistique publique plus robuste, plus accessible et mieux adaptée aux transformations de nos sociétés.

Cette édition est dédiée à la mémoire d'Olivier Gourdon, ancien collègue de la DATI, qui a notamment contribué à faire vivre cette Lettre d'information. Un hommage lui est rendu en fin de numéro.

À propos d'Expertise France

La DATI travaille en étroite collaboration avec Expertise France, agence publique française de coopération technique internationale et filiale du groupe AFD.

Ce partenariat associe l'expertise de l'Insee en statistique publique — production, diffusion, gouvernance et qualité — à la capacité d'Expertise France à mettre en œuvre des projets de coopération technique soutenus par des financements français, européens ou internationaux.

À LA UNE – PARTENARIAT INSEE-STATAFRIC

Insee-STATAFRIC – Un partenariat au service du renforcement des capacités statistiques en Afrique

Le premier semestre 2026 a confirmé la place croissante du partenariat entre l'Insee et STATAFRIC, l'Institut de statistique de l'Union africaine, dans le développement des capacités statistiques sur le continent. Comptabilité nationale, formation, leadership ou encore accompagnement des communautés professionnelles : plusieurs activités ont permis de mobiliser l'expertise de l'Insee dans des cadres panafricains, en complément des coopérations bilatérales conduites avec les instituts nationaux de statistique.

Cette dynamique s'inscrit dans la continuité des coopérations engagées ces dernières années et, notamment, du premier séminaire panafricain organisé en 2025 à la direction régionale de l'Insee des Pays de la Loire autour des statistiques d'entreprises. Elle repose sur une même logique : **favoriser le partage d'expériences entre pairs, renforcer les compétences et inscrire les actions de formation dans des réseaux capables de diffuser durablement les savoir-faire.**

Des comptes nationaux à la formation de formateurs

En février, l'Insee a participé à Hammamet (Tunisie) aux travaux du Groupe technique spécialisé sur les comptes nationaux et les statistiques des prix (STG-04/AGNA), organisé par STATAFRIC. Les échanges ont notamment porté sur la préparation du passage au **Système de comptabilité nationale 2025**, les comptes trimestriels, les statistiques de prix et l'utilisation de nouvelles sources de données. L'Insee y a partagé son expérience de l'intégration de nouvelles sources de données et des conditions nécessaires à leur utilisation dans les processus réguliers de production statistique.

Cette coopération s'est prolongée en avril à Abidjan (Côte d'Ivoire), où le Centre panafricain de formation en statistique (PANSTAT) a organisé, avec STATAFRIC et l'Insee, une première formation continentale de formateurs consacrée au **leadership dans la statistique publique**. L'objectif était non seulement de transmettre

des outils de leadership adaptés aux systèmes statistiques, mais aussi de permettre aux écoles et centres de formation participants de réutiliser et d'adapter ces contenus dans leurs propres cursus.

En juin, STATAFRIC a également organisé à Tunis, avec l'appui technique de l'Insee, la deuxième phase de la formation de formateurs consacrée à **ERETES OE 2.0**. Des responsables et experts de neuf pays africains, ainsi que des représentants d'AFRISTAT, de la Banque africaine de développement, de STATAFRIC et de l'UEMOA, ont travaillé directement à partir de données nationales. L'atelier a permis à la fois de renforcer les compétences des futurs formateurs et de poursuivre la stabilisation de la nouvelle version du logiciel à partir des retours des utilisateurs.



Construire des capacités qui se diffusent à l'échelle du continent

Au-delà de la diversité des sujets, ces activités partagent une même ambition : **faire de la coopération un levier de diffusion des compétences à l'échelle du continent**. La formation de formateurs, l'apprentissage entre pairs et l'appui aux réseaux professionnels permettent de dépasser la logique d'une intervention ponctuelle et de favoriser l'appropriation des méthodes par les institutions africaines elles-mêmes.

Cette approche contribue également à mieux articuler l'expertise technique de l'Insee avec les priorités portées par l'Union africaine et les organisations statistiques régionales. Elle offre un cadre dans lequel les expériences nationales peuvent être confrontées,

adaptées puis partagées avec un nombre plus large d'institutions.

Une dynamique poursuivie au second semestre

Cette coopération s'est poursuivie au-delà du premier semestre. Du 20 au 22 juillet 2026, l'Insee et STATAFRIC ont organisé au siège de l'Union africaine, à **Addis-Abeba (Éthiopie)**, un deuxième séminaire panafricain consacré à la **communication statistique stratégique**.

Le choix de ce thème répondait à des besoins exprimés par les institutions statistiques africaines, notamment en matière de stratégie de communication, de relations avec les décideurs et les médias, de diversification des produits, de gestion des sujets sensibles et d'adaptation aux nouveaux usages numériques. Il s'inscrit également dans la continuité des priorités identifiées à l'issue du Programme panafricain de statistique II (PAS II).

Environ quarante participants issus de 18 instituts nationaux de statistique africains et de plusieurs organisations régionales y ont échangé sur le dialogue avec les décideurs publics, les relations avec les médias, le fact-checking et la communication institutionnelle.

Deux ateliers doivent prolonger cette démarche autour de la mise en œuvre concrète des stratégies de communication dans les instituts nationaux de statistique : à **Kigali (Rwanda) en octobre** pour un groupe de pays anglophones, puis à **Abidjan (Côte d'Ivoire) en novembre**, au PANSTAT, pour plusieurs pays francophones.

En prolongeant, avec STATAFRIC, des dynamiques et des priorités développées dans le cadre de programmes structurants comme PAS II, ces actions illustrent également la **capacité de l'Insee à inscrire ses partenariats dans la durée, au-delà du calendrier des projets**. Par la diversité des expertises mobilisées et leur inscription dans des dispositifs panafricains, le partenariat avec STATAFRIC illustre une orientation forte de la coopération internationale de l'Insee : **mettre son expertise au service de dynamiques régionales capables de renforcer durablement les systèmes statistiques et de favoriser la circulation des compétences entre institutions**.

COMPTABILITÉ NATIONALE, STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET PRIX

Cameroun – Co-construire la finalisation d'ERETES OE 2.0

Yaoundé (Cameroun), 11-15 mai 2026 — Mission pilote en comptabilité nationale

Dans le cadre de la rénovation du logiciel [ERETES](#), utilisé pour l'élaboration des comptes nationaux, l'Insee et [l'Institut national de la statistique \(INS\) du Cameroun](#) ont conduit une expérimentation en conditions réelles de la nouvelle version **ERETES OE 2.0**. Pendant cinq jours, l'équipe camerounaise a reproduit les principales étapes d'une campagne annuelle à partir de ses propres données, afin d'évaluer la robustesse, la fiabilité, les performances et l'ergonomie du logiciel avant son déploiement élargi.

Le Cameroun a été retenu comme terrain pilote en raison de l'expérience de ses comptables nationaux dans l'utilisation d'ERETES et de leur maîtrise des travaux de comptabilité nationale. L'objectif était ainsi de confronter les nouveaux développements à des conditions proches de la production quotidienne et de

recueillir directement les observations des utilisateurs de la nouvelle version.



@ Harouna Traoré

Tester toute une campagne de comptes sur des données réelles

Les travaux ont couvert l'ensemble des principales étapes de production : initialisation de la base 2023, chargement des données sources et pré-arbitrées, élaboration des équilibres ressources-emplois (ERE), comptes de branche, matrices de qui-à-qui, synthèses et éditions. Plus de **11 800 lignes de données** ont notamment été contrôlées lors des tests de chargement.

Une attention particulière a été portée aux nouvelles fonctionnalités **d'équilibrage semi-automatique des ERE**, conçues pour faciliter certains arbitrages et améliorer la traçabilité des traitements. Les nouveaux outils associés aux comptes de branche et aux matrices de qui-à-qui ont également été testés. La possibilité de copier directement des données d'Excel vers ERETES, déjà disponible dans l'ancienne version mais pas encore reprise dans ERETES OE 2.0, a été réintroduite et particulièrement appréciée par les utilisateurs camerounais.

Les tests ont confirmé le **potentiel de gains de temps et de productivité** des nouveaux outils. Ils ont également permis d'identifier de manière très concrète les améliorations encore nécessaires en matière de performances, d'ergonomie et de traitement de certaines données.

Résultats et perspectives

L'expérimentation a permis de **confirmer le fonctionnement global d'ERETES OE 2.0 et l'intérêt**

opérationnel de ses principales nouvelles fonctionnalités, tout en recensant et en hiérarchisant les ajustements à réaliser avant son déploiement à plus grande échelle. Les retours des utilisateurs serviront notamment à corriger certaines anomalies, améliorer les temps de traitement et compléter la documentation destinée aux utilisateurs de la nouvelle version.

Le Cameroun s'inscrit ainsi dans un ensemble d'expérimentations conduites avec [plusieurs pays utilisateurs](#). Avec les tests réalisés notamment au [Cap-Vert](#) et au [Sénégal](#), les retours camerounais ont contribué à la stabilisation et à l'amélioration de la nouvelle version avant son déploiement à plus grande échelle.

Cette démarche illustre une logique de développement **construite avec les utilisateurs** : les instituts nationaux de statistique ne sont pas seulement destinataires du nouvel outil, mais contribuent directement, par leurs pratiques et leurs retours d'expérience, à son amélioration.

Tunis – Former les formateurs à ERETES OE 2.0

Tunis (Tunisie), 15-19 juin 2026 — Atelier régional de formation de formateurs

Après les expérimentations menées dans plusieurs pays pilotes, [STATAFRIC](#), avec l'appui technique de l'Insee, a organisé à Tunis la deuxième phase de la formation de formateurs consacrée à [ERETES OE 2.0](#). L'atelier a réuni des responsables et experts en comptabilité nationale de **neuf pays africains** — Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Maroc, Mauritanie, Sénégal et Togo — ainsi que des représentants d'AFRISTAT, de la Banque africaine de développement, de STATAFRIC et de l'UEMOA.

Cette deuxième phase s'inscrit dans la continuité des travaux engagés en mai 2025 dans le cadre du programme PAS II – ECOBUSAF. La première formation de formateurs avait permis de constituer un premier groupe de formateurs régionaux et de recueillir des retours opérationnels pour poursuivre l'amélioration d'ERETES OE 2.0. Après l'achèvement de PAS II, l'Insee et ses partenaires ont ainsi poursuivi les travaux afin d'accompagner la stabilisation de la nouvelle version et

de préparer son déploiement à plus grande échelle. Elle poursuivait deux objectifs complémentaires : renforcer les capacités des futurs formateurs nationaux sur les principales évolutions et fonctionnalités avancées de la nouvelle version et **poursuivre sa validation à partir des données réelles des pays participants**, avant son déploiement à plus grande échelle.

Des travaux pratiques fondés sur les données des participants

Pendant la semaine, les participants ont travaillé sur les principales étapes d'une campagne de comptes nationaux : gestion des campagnes, chargement des données, **équilibrage semi-automatique des équilibres ressources-emplois (ERE)**, comptes de branche, matrices de qui-à-qui, TEI, **rétrapolation**, séries, synthèses et éditions. Une séquence spécifique a également été consacrée aux travaux en cours pour la prise en compte du [Système de comptabilité nationale 2025 \(SCN 2025\)](#) dans ERETES.

L'approche pédagogique reposait largement sur des exercices réalisés directement à partir des **données nationales des participants**. Les [retours d'expérience des pays pilotes](#) ont nourri les échanges : le Cap-Vert et le Cameroun pour l'équilibrage semi-automatique des ERE, et le Sénégal pour les nouvelles fonctionnalités de

rétopolation mises en œuvre dans le cadre de son changement d'année de base.

Cette démarche a permis de confronter le logiciel à une diversité de situations nationales et de recueillir **51 demandes d'évolution**, ensuite analysées et hiérarchisées pour accompagner la stabilisation de la nouvelle version.



Résultats et perspectives

L'évaluation réalisée avant et après la formation montre une progression nette des acquis sur l'ensemble des thèmes évalués, confirmant l'intérêt d'une pédagogie

associant démonstrations, travaux pratiques et partage d'expériences entre pays.

Au-delà de la formation, l'atelier a contribué à préparer les conditions du futur déploiement d'ERETES OE 2.0. Les prochaines étapes concernent notamment la stabilisation des dernières évolutions, la consolidation de la documentation et des supports pédagogiques, ainsi que l'organisation de **formations nationales et régionales**.

AFRISTAT, la Banque africaine de développement, STATAFRIC et l'UEMOA devraient jouer un rôle structurant dans l'accompagnement de cette diffusion, notamment en soutenant les formations, le partage d'expérience et l'appropriation de la nouvelle version par les pays. La poursuite de ces travaux après l'achèvement de PAS II illustre la volonté de prolonger les acquis des grands programmes de coopération au-delà de leur calendrier propre, en maintenant l'appui technique et les partenariats nécessaires jusqu'à l'appropriation effective des outils par les pays utilisateurs.

L'objectif est ainsi de consolider **une communauté durable d'utilisateurs et de formateurs ERETES**, capable de partager les expériences, d'accompagner les équipes nationales et de contribuer dans le temps à l'évolution de l'outil.

Hammamet – L'Insee contribue aux travaux de l'AGNA sur les comptes nationaux et les prix

Hammamet (Tunisie), 4-6 février 2026 — Réunion du Groupe technique spécialisé sur les comptes nationaux et les statistiques des prix

L'Insee a participé à la réunion du **Groupe technique spécialisé sur les comptes nationaux et les statistiques des prix (STG-04/AGNA)** organisée par [STATAFRIC](#) à Hammamet. Cette rencontre a réuni des représentants des États membres de l'Union africaine, des Communautés économiques régionales ainsi que plusieurs institutions régionales et partenaires techniques autour des principaux enjeux de modernisation des statistiques macroéconomiques en Afrique.



Les travaux ont porté notamment sur le niveau de mise en œuvre du **Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)**, la préparation de la transition vers le [SCN 2025](#), le développement des comptes nationaux trimestriels et l'intégration de nouvelles sources de données dans les comptes nationaux et les statistiques des prix. La réunion devait également contribuer à préparer le programme de travail du groupe pour 2026-2027.

Partager l'expérience de l'Insee sur les nouvelles sources de données

Dans ce cadre, l'Insee a présenté son expérience en matière d'**intégration de nouvelles sources de données et de méthodes innovantes dans la production statistique**. Les échanges ont couvert plusieurs familles de données : données de caisse et autres données transactionnelles, collecte automatisée sur le web, données administratives massives, facturation électronique ou encore données non structurées.

L'intervention a également insisté sur les conditions nécessaires pour passer de l'expérimentation à une utilisation régulière de ces nouvelles sources : **méthodes statistiques adaptées, infrastructures sécurisées, automatisation des chaînes de production, cadre juridique et gouvernance des données**. L'expérience de l'Insee montre ainsi que l'innovation statistique repose sur une combinaison de données, de méthodes, d'infrastructures, de compétences et de gouvernance.

L'IPC comme exemple de passage à l'échelle

Le cas de l'[indice des prix à la consommation \(IPC\)](#) a permis d'illustrer concrètement cette transformation. L'Insee exploite aujourd'hui des données de caisse issues de la grande distribution, complétées par d'autres sources comme le *web scraping*, afin

d'améliorer la précision et la réactivité de la mesure des prix.

Cette évolution s'est accompagnée d'un changement d'échelle important : le système est passé d'environ **32 000 relevés manuels mensuels à 60 à 80 millions de transactions exploitées chaque mois**. Ces nouvelles données permettent notamment de mieux prendre en compte les promotions, les changements de gamme et certaines évolutions de conditionnement, tout en renforçant la robustesse des indices produits.

Résultats et perspectives

La contribution de l'Insee a permis d'alimenter les échanges sur les conditions d'une **modernisation progressive des systèmes statistiques africains**, fondée sur des projets pilotes, des partenariats avec les détenteurs de données et un renforcement conjoint des compétences statistiques et en science des données.

Ces travaux s'inscrivent dans une dynamique continentale plus large visant à renforcer l'harmonisation des statistiques, préparer l'adoption du **SCN 2025** et favoriser le partage d'expériences entre instituts nationaux de statistique et partenaires régionaux. Les travaux de la réunion visaient également à préparer le programme de travail 2026-2027 du groupe, notamment en matière de formation, d'assistance technique et d'apprentissage entre pairs.

Côte d'Ivoire – Comptes trimestriels

Montrouge (France), 9-13 mars 2026 — Visite d'étude en comptabilité nationale

Une délégation de quatre représentants de l'[Agence nationale de la statistique de Côte d'Ivoire \(ANStat\)](#) a été accueillie à l'Insee pendant une semaine afin d'approfondir les méthodes d'élaboration des [comptes nationaux trimestriels](#). La visite répondait notamment au souhait de l'ANStat de développer l'**approche par la dépense du PIB**, tout en consolidant ses méthodes actuelles de production des comptes.

Les échanges ont couvert les principales étapes de la chaîne de production : choix et utilisation des indicateurs conjoncturels, méthodes d'étalonnage-calage, correction des variations saisonnières et des jours ouvrables, chaînage des volumes, construction du

PIB trimestriel, processus de validation ainsi que [principes de révision et de diffusion](#). Les sources mobilisées pour estimer la consommation des ménages, l'investissement, les échanges extérieurs et la consommation des administrations publiques ont également été examinées.

Croiser les méthodes et les expériences

La visite a été conçue comme un **échange entre pairs**, alternant présentations de l'expérience française et séquences consacrées aux méthodes utilisées en Côte d'Ivoire. Cette organisation a permis aux comptables nationaux ivoiriens de confronter leurs propres pratiques à celles de l'Insee et d'identifier les adaptations pouvant être apportées à leur dispositif.

Si la délégation souhaitait initialement approfondir l'approche par la dépense, les travaux ont également permis de revenir sur la méthode d'élaboration du PIB selon l'**approche production**, notamment sur le choix des indicateurs utilisés. Le bilan établi à l'issue de la

visite souligne que cette mise en perspective doit permettre de **consolider l'approche production tout en préparant le développement de l'approche dépenses**.



Résultats et perspectives

La semaine a permis d'identifier plusieurs pistes concrètes de poursuite de la coopération. Elles concernent notamment le développement progressif d'**outils d'analyse sous R** pour examiner les évolutions et les révisions des comptes, la recherche de nouvelles sources de données et la poursuite des travaux sur la désaisonnalisation.

À plus long terme, les échanges pourraient également être prolongés autour de la **troisième approche de calcul du PIB, par les revenus**, afin de compléter progressivement les travaux déjà engagés sur les approches production et dépense. Cette visite illustre ainsi une coopération fondée sur le partage de méthodes et l'accompagnement progressif des équipes, au service de comptes trimestriels plus robustes et d'une analyse conjoncturelle renforcée.

Maroc – Nouveaux comptes dans la base 2022

Rabat (Maroc), 6-10 avril 2026 — Mission d'appui en comptabilité nationale

Dans le prolongement d'un partenariat ancien en matière de comptabilité nationale, l'Insee a poursuivi son appui au [Haut-Commissariat au Plan \(HCP\) du Maroc](#) pour accompagner l'élargissement des comptes nationaux et préparer leur prochaine base 2022. La mission organisée à Rabat du 6 au 10 avril a principalement porté sur deux chantiers structurants : la finalisation de l'expérimentation des **comptes de patrimoine** et la consolidation d'un **compte satellite de l'économie numérique**.

Ces travaux prolongent plusieurs missions conduites depuis 2023. Ils visent à enrichir progressivement les comptes nationaux marocains, actuellement publiés en base 2014, tout en préparant l'intégration de nouvelles dimensions dans le futur cadre central des comptes.

Vers des comptes de patrimoine plus complets

L'expérimentation menée sur l'année 2014 a franchi une étape importante. Les travaux couvrent désormais les principaux **actifs fixes produits**, les terrains, les stocks, certains actifs incorporels ainsi que les actifs et passifs financiers. L'objectif est de parvenir à une vision plus complète du patrimoine national et de mieux

articuler les dimensions réelles et financières de l'économie.

Les échanges ont notamment permis de consolider les méthodes d'estimation des actifs fixes, fondées sur de longues séries de formation brute de capital fixe et de prix, d'examiner les patrimoines financiers par secteur institutionnel et de préciser les travaux restant à finaliser sur certains actifs naturels et fonciers, notamment les terres agricoles, les fonds forestiers et les gisements de phosphates. Les méthodes expérimentées en base 2014 doivent ensuite servir de socle à une nouvelle étape de travaux en **base 2022**.

Mieux mesurer l'économie numérique

La mission a également permis de consolider le cadre du **compte satellite de l'économie numérique**. Celui-ci doit permettre de mieux mesurer la production et les usages des biens et services numériques, les activités des producteurs concernés ainsi que la dépense consacrée au numérique, tout en restant articulé avec les équilibres ressources-emplois et les tableaux entrées-sorties des comptes nationaux.

Une première version complète doit être élaborée à partir de l'année de base 2014, avec une perspective de publication au second semestre 2026. Les travaux pourront ensuite être prolongés en base 2022 et, à plus long terme, intégrer les évolutions introduites par le [Système de comptabilité nationale 2025 \(SCN 2025\)](#), notamment concernant la prise en compte des

« données » comme actifs produits et la perspective d'un *TES numérique*.

Résultats et perspectives

La mission a ainsi permis de préciser les **travaux restant à finaliser**, les **choix méthodologiques à sécuriser** et les **étapes d'intégration progressive** dans la base 2022. Une attention particulière sera portée à la finalisation et à la

valorisation des résultats expérimentaux de 2014, avant leur prolongement dans la nouvelle base.

À travers ces travaux, la coopération entre l'Insee et le HCP contribue à élargir progressivement le champ des comptes nationaux marocains afin de mieux décrire le **patrimoine national**, ses **actifs financiers et non financiers** ainsi que les **transformations liées au numérique**.

Cameroun – De l'indice des prix à la prévision de l'inflation

Montrouge (France), 8-12 juin 2026 — Visite d'étude sur l'IPC et l'analyse conjoncturelle

Une délégation de **quatre représentants de l'Institut national de la statistique (INS) du Cameroun** a été accueillie pendant une semaine à l'Insee pour approfondir les méthodes de traitement de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** et leur utilisation pour l'analyse de l'inflation. La visite associait formation méthodologique, travaux pratiques et échanges entre les équipes françaises et camerounaises.

L'un des principaux objectifs était de renforcer les capacités de l'INS en matière de **désaisonnalisation des séries IPC** et d'utilisation de **JDemetra+** et R, afin de mieux identifier les évolutions conjoncturelles en distinguant les mouvements saisonniers des tendances économiques sous-jacentes.

Désaisonnaliser, contrôler et automatiser les séries

Les trois premières journées ont été consacrées aux méthodes de correction des variations saisonnières et des effets de calendrier. Les participants ont travaillé sur la méthode **X13-ARIMA**, le diagnostic des séries temporelles, la production de séries corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (**CVS-CJO**), ainsi que sur les procédures de contrôle qualité.

Une large place a été accordée aux exercices pratiques avec **JDemetra+**, puis à l'utilisation de **R/RStudio** pour automatiser et fiabiliser les traitements. L'objectif était notamment de montrer comment construire des chaînes de production reproductibles, documenter les choix méthodologiques et faciliter l'actualisation et le contrôle régulier des traitements.

La quatrième journée a permis de comparer plus directement les **méthodes françaises et camerounaises de production de l'IPC** : collecte, pondérations, traitements, diffusion, indice sous-jacent et séries disponibles. La présentation détaillée du dispositif camerounais a servi de base à des échanges sur les méthodes de désaisonnalisation les plus adaptées à ses caractéristiques.

Relier statistique des prix et analyse conjoncturelle

La dernière journée a élargi les travaux à la **prévision de l'inflation**. Les échanges ont porté sur l'organisation de l'analyse conjoncturelle à l'Insee et la manière dont les informations issues de l'IPC peuvent alimenter la prévision.

Différentes approches ont été examinées : modèles ARIMA, analyse micro-sectorielle, veille économique et prise en compte des mesures gouvernementales, mais aussi mobilisation des enquêtes de conjoncture et de modèles macroéconomiques pour certaines composantes de l'inflation.



Résultats et perspectives

La visite a permis de rapprocher les enjeux de **production statistique**, de **contrôle qualité** et d'**analyse**

économique. Les travaux ont notamment posé les bases de séries CVS-CJO plus robustes, d'une automatisation accrue des traitements et d'une meilleure articulation entre l'IPC et les travaux de prévision de l'inflation.

Les échanges ont également permis d'identifier des besoins complémentaires et des pistes de poursuite de

la [coopération technique entre l'Insee et l'INS du Cameroun](#). Ils ouvrent notamment des perspectives pour consolider la robustesse des séries CVS-CJO, poursuivre l'automatisation et le contrôle qualité des traitements et approfondir les échanges méthodologiques entre les deux instituts.

INNOVATION, DONNÉES, NOMENCLATURES ET RÉFÉRENTIELS

Lesotho – Renforcer les compétences en R du Bureau of Statistics

Maseru (Lesotho), 16-20 février 2026 — Formation aux outils open source pour la statistique

Dans le cadre du projet [Equitable Lesotho](#), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec l'Insee, une formation à R a été organisée à Maseru pour renforcer les capacités du [Bureau of Statistics \(BoS\) du Lesotho](#) en matière de traitement, d'analyse et de diffusion des données. La formation, destinée principalement aux agents du BoS, a réuni des personnels issus de plusieurs de ses divisions ainsi que des représentants du ministère des Finances et du Développement.

L'objectif dépassait la seule maîtrise d'un nouveau logiciel. Il s'agissait d'accompagner une évolution des méthodes de travail, en passant progressivement de traitements manuels ou réalisés avec des logiciels propriétaires à des processus **documentés, reproductibles et automatisables**. Cette approche permet à la fois de renforcer la transparence des traitements statistiques, de faciliter leur réutilisation et de conserver davantage de compétences techniques au sein de l'institution.

De la manipulation des données à la production automatisée

Pendant cinq jours, la formation a couvert l'ensemble du cycle de traitement statistique. Après une initiation aux fondamentaux de R, les participants ont travaillé sur l'importation et le nettoyage des données, leur transformation avec l'écosystème **Tidyverse**, la production d'indicateurs statistiques et la visualisation avec **ggplot2**.

Une large place a été accordée aux travaux pratiques. Les participants ont notamment importé leurs propres fichiers issus d'Excel ou de SPSS et testé les méthodes sur des données utilisées dans leurs activités professionnelles. Cette approche leur a permis de comparer directement R aux outils qu'ils utilisent habituellement et d'expérimenter des traitements adaptés à leurs besoins.

La dernière étape a porté sur **Quarto**, qui permet de réunir dans un même document le code, les traitements statistiques, les tableaux, les graphiques et le texte d'analyse. Les participants ont ainsi réalisé leurs premiers prototypes de rapports reproductibles, ouvrant la voie à une automatisation progressive de certaines publications statistiques.

Des outils pour prolonger l'apprentissage

Afin de faciliter la poursuite des travaux après la formation, l'ensemble des supports, exercices et solutions en R a été mis à disposition sur un [site de formation en ligne](#). Un accès au [SSPCloud de l'Insee](#), fondé sur Onyxia, a également été mis à disposition afin de proposer un environnement RStudio directement accessible depuis un navigateur et de contourner certaines contraintes d'installation locales.

Cette mise à disposition d'outils pérennes est importante : elle permet de poursuivre l'apprentissage de manière autonome et de réutiliser les scripts produits pendant la formation dans les travaux quotidiens du Bureau.

Résultats et perspectives

La formation a permis de poser les bases d'une **utilisation plus autonome et reproductible de R** au sein du BoS. Les participants ont produit leurs premiers scripts appliqués à leurs propres données et expérimenté l'automatisation de rapports avec Quarto. Parmi les 21 participants ayant répondu à l'évaluation,

tous ont indiqué qu'ils recommanderaient la formation à leurs collègues.

Les enseignements de la semaine montrent néanmoins que l'appropriation durable de ces outils nécessite un accompagnement dans le temps. Parmi les pistes identifiées figurent des formations plus longues, un accompagnement directement appliqué à des projets statistiques concrets — par exemple l'IPC ou les

comptes nationaux — et la formalisation progressive d'une transition des outils existants vers des chaînes de production fondées sur R.

Cette démarche s'inscrit ainsi dans une modernisation plus large du système statistique lésothien, reposant notamment sur des outils **ouverts, transparents et reproductibles** et sur le renforcement durable des compétences internes.

Afrique – Partager l'expertise de l'Insee sur le machine learning appliqué aux nomenclatures

18 mars 2026 — Webinaire sur les nomenclatures et l'apprentissage automatique

L'Insee a partagé son expérience avec plusieurs instituts nationaux de statistique africains lors d'un webinaire consacré à l'utilisation du **machine learning pour la classification des activités économiques**. Cette rencontre multilatérale a permis de confronter les pratiques et les besoins de plusieurs systèmes statistiques autour d'un enjeu commun : moderniser les opérations de codification tout en préservant la qualité et la cohérence des classifications.

Mobiliser l'apprentissage automatique pour faciliter la codification

[Les nomenclatures d'activités](#) constituent un référentiel essentiel pour organiser et comparer l'information économique. Leur utilisation suppose notamment de transformer des descriptions parfois essentiellement textuelles en catégories de classement correspondant à une activité économique.

L'Insee a présenté ses travaux sur l'utilisation de techniques d'analyse textuelle et d'apprentissage statistique supervisé permettant de proposer automatiquement des catégories de classement à partir de descriptions en langage naturel. Ces méthodes

peuvent accélérer le traitement d'un grand nombre d'unités et homogénéiser les propositions de codification, tout en maintenant l'intervention de l'expertise humaine pour les situations complexes ou ambiguës.

Un enjeu partagé dans un contexte de renouvellement des nomenclatures

Ces échanges prennent une importance particulière avec la révision internationale des classifications d'activités. En France, la [NAF 2025](#), liée à l'évolution de la nomenclature européenne NACE, implique notamment le reclassement d'un grand nombre d'unités et renforce l'intérêt de méthodes capables d'assister les opérations de codification.

Résultats et perspectives

Au-delà de la présentation d'une méthode, le webinaire a constitué un espace de **partage d'expérience entre instituts statistiques** sur les possibilités offertes par l'apprentissage automatique pour moderniser les processus de production.

Ces échanges multilatéraux permettent à l'Insee de mettre son expertise technique à disposition de plusieurs partenaires simultanément, tout en confrontant ses propres travaux à la diversité des contextes nationaux. Ils illustrent une modalité de coopération complémentaire des appuis bilatéraux, fondée sur la circulation des méthodes, des outils et des retours d'expérience entre pairs.

Tunisie – Lancer la révision de la nomenclature d'activités tunisienne

Tunis (Tunisie), 17-19 juin et 24 juin 2026 — Mission d'appui et atelier de lancement

Dans le prolongement de la mission de programmation conduite en février, l'Insee a accompagné l'[Institut national de la statistique de Tunisie \(INS\)](#) dans le [lancement de la révision de la Nomenclature d'activités](#)

[tunisienne](#) (NAT 2009). Ce chantier vise à adapter le référentiel national aux transformations de l'économie et à l'aligner sur les évolutions récentes des référentiels internationaux et européens, en particulier l'[ISIC Rév. 5](#) et la [NACE Rév. 2.1](#).

Les nomenclatures constituent un socle essentiel de la production statistique : elles fournissent un langage commun, des catégories, des règles de classement et des systèmes de codification permettant d'organiser et de comparer les informations économiques. Leur révision répond à l'évolution des activités, à l'apparition de nouveaux besoins d'information et à la nécessité de préserver la comparabilité internationale des statistiques.



@ Clotilde Masson & Grégory Salmon

Comprendre et adapter les nouveaux référentiels internationaux

Les séances techniques ont permis d'examiner les principales évolutions introduites par la NACE Rév. 2.1 et l'ISIC Rév. 5. Celles-ci prennent notamment en compte les transformations du commerce, le développement des **services d'intermédiation**, l'évolution des activités liées aux technologies numériques ainsi que de nouvelles modalités d'organisation de certaines activités économiques.

La nouvelle NACE comprend désormais **22 sections, 87 divisions, 287 groupes et 651 classes**. Certaines évolutions sont particulièrement structurantes, comme la réorganisation des activités commerciales, la création de nouvelles positions pour les services d'intermédiation ou encore la restructuration de la section consacrée à l'information et à la communication.

L'enjeu pour l'INS est désormais d'adapter ces évolutions au contexte économique tunisien, tout en

préservant la cohérence de la NAT avec les référentiels internationaux.

S'appuyer sur l'expérience française de la révision de la NAF

L'Insee a également partagé le retour d'expérience de la révision de la [Nomenclature d'activités française \(NAF\)](#). En France, le processus s'est appuyé sur une large concertation associant producteurs et utilisateurs de statistiques, organisations professionnelles, administrations, chercheurs et statisticiens, au sein d'un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique et de sous-groupes sectoriels.

Les échanges ont notamment porté sur la manière d'organiser la gouvernance d'un tel chantier, de recueillir et d'analyser les propositions, de définir des critères de création de catégories nationales et de préparer les notes explicatives et les tables de correspondance. L'expérience française montre ainsi que la révision d'une nomenclature constitue autant un **projet statistique qu'un processus de concertation avec les utilisateurs**.

Résultats et perspectives

La mission a permis de préciser les attentes de l'INS, de renforcer la compréhension des évolutions introduites par les nouvelles classifications internationales et de formuler de premières recommandations sur **l'organisation, la méthode et le calendrier de la révision de la NAT**. Elle a également contribué à sensibiliser le comité technique et les différentes directions de l'INS concernées par ce chantier.

Le 24 juin, l'atelier officiel de démarrage a élargi cette mobilisation aux différentes parties prenantes. L'Insee y a présenté à distance l'expérience française de pilotage de la révision de la NAF, depuis la concertation jusqu'à l'adoption de la nouvelle structure.

Les prochaines étapes porteront notamment sur la poursuite des travaux internes de l'INS, la consolidation de la gouvernance du projet, la poursuite de l'analyse des correspondances entre la NAT 2009 et la NACE Rév. 2.1 et la documentation progressive des choix méthodologiques. Les échanges techniques avec l'Insee pourront se poursuivre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Serbie – Découvrir le Répertoire électoral unique français

Paris (France), avril 2026 — Visite d'étude dans le cadre du programme PIPA

Dans le cadre du [Programme d'invitation des personnalités d'avenir \(PIPA\)](#) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'Insee a accueilli une représentante de la Commission électorale de la République de Serbie et experte juridique au Center for Judicial Research (CEPRIS), pour une présentation du [Répertoire électoral unique \(REU\)](#) et du dispositif français de gestion des listes électorales.

Institué par la loi du 1^{er} août 2016 et géré par l'Insee, le REU est opérationnel depuis 2019. Alimenté en continu par les communes, les consulats et différentes administrations, il permet notamment de garantir l'unicité d'inscription des électeurs et d'établir les listes électorales à une date donnée.

Un exemple de registre administratif interconnecté

La présentation a permis d'illustrer le fonctionnement d'un registre national reposant sur des échanges automatisés entre plusieurs administrations et sur l'utilisation de référentiels comme le Répertoire national

d'identification des personnes physiques (RNIPP). Sa mise en œuvre suppose une attention particulière à [la qualité des données](#), à [l'interopérabilité](#), à [la confidentialité et à la sécurité](#).

Résultats et perspectives

Cet échange a permis de partager l'expérience française de conception et de gestion d'un registre administratif à forts enjeux opérationnels. Au-delà du domaine électoral, le REU illustre des problématiques communes à de nombreux systèmes d'information publics : **coordination entre administrations, automatisation des échanges, qualité des référentiels et sécurisation des données.**



@ Emmanuel L'Hour

GOUVERNANCE, TRANSFORMATION DES INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Tunisie – Mobiliser l'expertise de l'Insee au service de la modernisation de l'INS

Tunis (Tunisie), 9-11 février 2026 — Mission de programmation

L'Insee et l'[Institut national de la statistique de Tunisie \(INS\)](#) ont identifié [plusieurs domaines prioritaires](#) dans lesquels l'expertise de l'Insee pourra accompagner la stratégie de modernisation de l'INS pour la période 2026-2030.

Les besoins concernent notamment la **comptabilité nationale**, avec la consolidation d'ERETES et la préparation du changement de base ; la modernisation

des **statistiques d'entreprises**, avec le développement des collectes multimodales et un recours accru aux sources administratives ; ainsi que les **systèmes d'information**, la diffusion et la **gouvernance des données**. Les échanges ont également fait ressortir des besoins autour des registres de population, des nouvelles sources de données et de l'analyse conjoncturelle.



@ Emmanuel L'Hour

L'expérience de l'Insee pourra également être mobilisée sur les statistiques de prix, notamment autour des **données de caisse et du web scraping**, ainsi que sur les nomenclatures et la modernisation des méthodes de

production statistique. Ces différents axes doivent permettre de construire progressivement des appuis techniques adaptés aux priorités exprimées par l'INS.

Maroc – Mobiliser l'expertise de l'Insee dans la transformation du HCP

Rabat (Maroc), 16-19 février 2026 — Mission de programmation

L'Insee et [le Haut-Commissariat au Plan \(HCP\)](#) du Maroc ont identifié plusieurs domaines dans lesquels l'expertise de l'Insee pourra accompagner les transformations engagées par le système statistique marocain. Les échanges ont porté en priorité sur la comptabilité nationale, la modélisation économique, les statistiques d'entreprises, les méthodes territoriales et l'innovation statistique.

En **comptabilité nationale**, les travaux concernent notamment la nouvelle base 2022, les comptes de

patrimoine et le compte de l'économie numérique ainsi que la préparation du futur SCN 2025. La coopération pourra également contribuer à consolider le modèle macroéconomique MINAC et les capacités de prévision du HCP.

D'autres perspectives portent sur l'utilisation croissante des **sources administratives**, le développement de méthodes d'estimation sur **petits domaines** et l'innovation autour du Data Innovation Lab et [des environnements de science des données](#). La coopération territoriale entre la direction régionale du HCP de Tanger et [la direction régionale de l'Insee des Pays de la Loire](#) constitue également un axe de travail, notamment autour de l'indice des prix à la consommation régional, de l'utilisation de R et de la valorisation des statistiques territoriales.

Lesotho – Lancement officiel et gouvernance du projet Equitable Lesotho

Maseru (Lesotho), 24-26 février 2026 — Lancement du projet et premier comité de pilotage

Le projet [Equitable Lesotho](#), financé par l'Union européenne, a franchi une nouvelle étape avec son lancement officiel et la tenue de son **premier comité de pilotage** à Maseru. Sa composante statistique, mise en œuvre par **Expertise France en partenariat avec l'Insee**, vise à [renforcer le système statistique national](#) afin de disposer de données de qualité pour mieux mesurer la pauvreté multidimensionnelle et la vulnérabilité de la population et éclairer les politiques publiques.

Dotée d'un budget de **1,8 million d'euros sur 36 mois**, cette composante s'articule autour de trois priorités : 1) renforcer le cadre institutionnel du [Bureau of Statistics \(BoS\)](#) et la coordination du système statistique national ; 2) améliorer les capacités de suivi des Objectifs de développement durable ; 3) intégrer une approche sensible au genre dans la production, l'analyse et la diffusion des statistiques officielles.



@ Cristina D'Alessandro

Installer une gouvernance partagée du projet

Le lancement officiel et la conférence de presse ont réuni les principaux acteurs nationaux et partenaires internationaux autour des enjeux de la statistique publique au Lesotho. Les échanges ont notamment souligné l'importance de renforcer la coordination entre le BoS et les ministères producteurs de données, ainsi que le rôle de la future loi statistique pour consolider le fonctionnement du système statistique national.

L'Insee est membre du **comité de pilotage** aux côtés des institutions lésothiennes, de la Délégation de l'Union européenne et d'Expertise France. Cette instance doit assurer le suivi stratégique du projet et accompagner la

coordination entre ses différents partenaires. Lors de cette première réunion, il a notamment été convenu d'organiser **deux comités de pilotage par an**, le Bureau of Statistics assurant le secrétariat du dispositif.

Résultats et perspectives

Ce [premier comité de pilotage](#) a permis de **valider les modalités de gouvernance du projet** et de préciser les principales priorités de mise en œuvre pour 2026. Les mécanismes de coordination entre le BoS, la Délégation de l'Union européenne, Expertise France et l'Insee sont désormais opérationnels.

Plusieurs activités mobilisant l'expertise de l'Insee sont prévues en 2026 : présentation d'ERETES, formation à l'anonymisation des données et au leadership, appui à

l'organisation institutionnelle, évaluation de la stratégie nationale de développement de la statistique, formation à la rédaction de rapports et de *policy briefs*, ou encore échanges entre pairs. Une attention particulière sera également portée à l'articulation avec les travaux déjà menés par d'autres partenaires sur les statistiques de genre, afin de favoriser les complémentarités et d'éviter les duplications.

À travers ce projet, l'Insee contribue ainsi à une coopération de long terme qui associe **renforcement institutionnel, développement des capacités techniques et amélioration de la coordination du système statistique national**, au service de politiques publiques davantage fondées sur les données.

Tunisie – Accompagner la réforme du cadre institutionnel de la statistique

Mahdia (Tunisie), 5-6 juin 2026 — 4es Rencontres de l'Information Statistique

Dans le prolongement du dialogue engagé avec l'[Institut national de la statistique de Tunisie \(INS\)](#) lors de la mission de programmation de février, l'Insee a participé aux **quatrième rencontres de l'Information Statistique en Tunisie**, consacrées à la réforme du cadre institutionnel des statistiques selon une démarche participative. Organisées à Mahdia les 5 et 6 juin, ces rencontres ont réuni administrations, producteurs et utilisateurs de statistiques, universitaires, partenaires internationaux, secteur privé, société civile et médias afin d'alimenter la réflexion sur la réforme du système statistique tunisien.

Cette réflexion s'inscrit dans la stratégie nationale de développement statistique 2025-2030 et dans le projet de révision de la loi statistique de 1999. Elle vise notamment à renforcer la gouvernance et la coordination du système statistique, améliorer la qualité et la disponibilité des données et adapter son cadre juridique aux transformations technologiques et aux nouvelles sources d'information.

Adapter le cadre statistique à de nouvelles sources de données

Une conférence plénière a notamment rappelé les [Principes fondamentaux de la statistique officielle](#), qui

constituent le cadre de référence des Nations unies en matière d'indépendance professionnelle, d'impartialité, de confidentialité, de transparence et de coordination des systèmes statistiques. L'intervention de l'Insee a prolongé cette réflexion en montrant comment l'évolution des sources de données transforme aujourd'hui les conditions de production de la statistique publique.

Si les enquêtes restent une source essentielle, leur collecte est coûteuse et les taux de réponse tendent à diminuer, tandis que la numérisation génère des volumes croissants de données susceptibles d'être mobilisées à des fins statistiques. L'Insee a ainsi présenté différentes possibilités offertes par les **nouvelles sources de données** : [données administratives](#), collecte en ligne par *web scraping*, données textuelles ou non structurées, images satellitaires ou encore données géolocalisées et de téléphonie mobile.

Le retour d'expérience français a permis d'illustrer ces évolutions à partir d'applications concrètes, notamment la Déclaration sociale nominative, le répertoire Sirene, la reconnaissance automatique de documents ou encore l'exploitation d'images satellitaires et de données de mobilité.

Résultats et perspectives

Les travaux des deux journées ont également porté sur la **gouvernance et la coordination du système statistique**, les normes internationales de qualité, l'intégration de l'intelligence artificielle et des mégadonnées, l'accès aux données et le secret

statistique, la contribution des entreprises privées à la production statistique ainsi que la dimension territoriale du système statistique tunisien.

Ces échanges contribuent à alimenter la réflexion sur la future architecture institutionnelle du système

statistique tunisien. Ils soulignent qu'une modernisation réussie ne repose pas uniquement sur de nouveaux outils : elle nécessite également un **cadre juridique, une gouvernance et des mécanismes d'accès aux données adaptés**, garantissant la qualité, la confidentialité et la confiance dans la statistique officielle.

Former les formateurs au leadership dans la statistique publique

Abidjan (Côte d'Ivoire), 20-24 avril 2026 — Formation de formateurs

Le renforcement des compétences en leadership répond à un besoin exprimé par plusieurs partenaires africains, dans un contexte où les instituts de statistique sont appelés à conduire des transformations importantes et à renforcer leurs capacités de gouvernance, de coordination et de mobilisation des équipes. Former les futurs statisticiens et cadres à ces dimensions constitue ainsi un enjeu croissant pour les institutions de formation statistique.

C'est dans cette perspective que [le Centre panafricain de formation en statistique \(PANSTAT\)](#) a organisé à Abidjan [sa première formation continentale consacrée au leadership dans la statistique publique](#), en collaboration avec [STATAFRIC](#) et [l'Insee](#). Réunissant des représentants d'écoles et de centres africains de formation statistique francophones et anglophones, cette initiative visait à renforcer leurs capacités à intégrer le leadership dans leurs propres cursus de formation.

Organisée selon une approche de **formation de formateurs**, elle poursuivait un double objectif : transmettre les fondamentaux du leadership appliqués à la statistique publique et permettre aux participants de concevoir à leur tour des modules adaptés aux besoins de leurs étudiants et de leurs institutions.

Du leadership individuel à la transformation des institutions

La formation a combiné apports conceptuels, études de cas, exercices participatifs et travaux de groupe. Les participants ont successivement abordé les dimensions **individuelle, interpersonnelle et collective** du leadership,

ainsi que leurs applications à la fonction publique et, plus spécifiquement, aux instituts de statistique.

Les travaux ont notamment porté sur la prise de décision dans des environnements complexes, la gestion du changement et des risques, la construction d'une vision, l'influence et la mobilisation des équipes. Une séquence spécifique a également été consacrée aux enjeux propres à la statistique publique : gouvernance des systèmes statistiques, coordination, communication des résultats et capacité à éclairer la décision publique.

La pédagogie reposait largement sur des mises en situation : distinction entre posture de leader et de manager, simulation de crise, exercices sur les différentes formes d'autorité ou encore élaboration collective d'une vision pour une école de statistique.



@ Dominique Francoz

Résultats et perspectives

La dernière partie de la formation a placé les participants dans une logique de **transmission**. Répartis en groupes, ils ont travaillé à la conception de leurs propres formations au leadership : identification des publics cibles et des objectifs pédagogiques, choix des contenus prioritaires, définition des méthodes d'apprentissage et conception d'exercices fondés sur des situations concrètes.

Cette démarche a permis de passer de l'acquisition de connaissances à la **construction de modules susceptibles d'être réutilisés dans les institutions participantes**. Les échanges ont notamment fait émerger la perspective d'adapter les contenus aux

différents contextes nationaux et de **co-construire un module commun** entre plusieurs écoles francophones.

Cette première formation contribue ainsi à renforcer les échanges entre les institutions africaines de formation

statistique et accompagne le développement de **PANSTAT comme pôle continental de renforcement des capacités**, avec l'objectif d'intégrer progressivement les compétences en leadership dans la formation des statisticiens publics africains.

Kenya – Conduite du changement au KNBS

Kenya, 19-22 mai 2026 — Retraite stratégique consacrée au leadership

L'[Insee](#) et le [Kenya National Bureau of Statistics \(KNBS\)](#) ont organisé une retraite de quatre jours consacrée au leadership dans un contexte de transformation de la statistique publique. L'action a associé les **six membres du comité de direction du KNBS — le directeur général et cinq directeurs — ainsi que vingt cadres supérieurs et managers**, soit 26 participants.

Alternant espaces de réflexion réservés au comité de direction et séquences de travail élargies aux managers, la retraite visait à renforcer la capacité collective de l'institution à conduire le changement, dans un environnement marqué par la transformation numérique, l'évolution des besoins en données et une exposition croissante de la statistique publique. Cette réflexion intervenait également dans le contexte du [Statistics Bill 2026](#) au Kenya.



@ Cristina D'Alessandro

De la confiance à la conduite du changement

Les travaux ont été construits autour de situations concrètes rencontrées par un institut national de statistique. Ils ont notamment porté sur la **confiance au**

sein de l'organisation, l'alignement des priorités, la conduite du changement et la prise de décision dans des environnements complexes.

Une attention particulière a été accordée à la place des managers dans ces transformations. Les échanges ont souligné leur rôle d'interface entre orientations stratégiques et mise en œuvre opérationnelle : clarification des priorités, coordination entre directions, remontée des difficultés et accompagnement des équipes. La qualité des statistiques dépend ainsi également de la capacité de l'organisation à créer un environnement dans lequel les problèmes peuvent être signalés, discutés et traités suffisamment tôt.

Le séminaire a également abordé les enjeux d'**innovation et de transformation numérique**, ainsi que le leadership du KNBS dans l'espace public : comment préserver la crédibilité de l'institution, rendre les statistiques accessibles et compréhensibles et assurer une communication cohérente lorsque les résultats statistiques sont débattus ou contestés.

Résultats et perspectives

Au terme des quatre journées, le comité de direction a travaillé à la **formulation d'engagements collectifs**, portant notamment sur l'accompagnement du changement interne et de la transformation numérique, le renforcement de la confiance au sein des équipes et le développement d'une parole institutionnelle accessible dans l'espace public.

Les travaux menés avec les managers ont également posé les bases d'un **cadre partagé de leadership**, visant notamment à clarifier les attentes réciproques, les modalités de décision, l'autonomie des équipes, la communication et la capacité à innover. Ces premiers engagements ont vocation à alimenter la poursuite du dialogue au sein du KNBS et à faire progressivement du leadership une composante de sa transformation institutionnelle.

Cambodge – Women’s Network

Phnom Penh (Cambodge), février et 1^{er}-2 juin 2026 — Accompagnement du Women’s Network et formation au leadership



Au Cambodge, l'Insee coordonne la composante 1 du [jumelage européen « Enhancing the Quality of the Statistical System in Cambodia »](#), consacrée à la gouvernance du National Institute of Statistics (NIS). Les missions conduites depuis le début de l'année 2026 dans le cadre de cette composante ont notamment porté sur le leadership, les ressources humaines et le développement des compétences.

La relance du Women’s Network du NIS vise à favoriser le développement professionnel des femmes et à créer un espace durable d’échange et de soutien entre pairs.

Une première mission, menée en février, s’est appuyée sur une enquête interne consacrée aux conditions de travail, aux aspirations professionnelles et aux attentes des femmes du NIS. Les échanges ont permis d’identifier les priorités du futur réseau et de préciser ses modalités de fonctionnement.

Cette démarche s’est poursuivie les 1^{er} et 2 juin avec une formation consacrée au leadership des femmes managers. Les participantes ont travaillé sur la confiance et la légitimité dans les fonctions d’encadrement, le soutien entre pairs, la constitution d’alliances et la capacité à agir collectivement. Le témoignage d’une ancienne directrice générale du NIS a également permis de mettre ces réflexions en perspective avec l’expérience d’une femme ayant exercé les plus hautes responsabilités au sein de l’institution.

Ces deux étapes ont permis de passer progressivement du diagnostic à l’action. Les travaux ont notamment fait émerger des propositions pour un **plan d’action du Women’s Network**, appelé à devenir un espace de développement professionnel, de partage d’expériences et de promotion du leadership féminin au sein du NIS.

Cambodge – Accompagner la transformation managériale et le développement des compétences du NIS

Phnom Penh (Cambodge), 1^{er}-5 juin 2026 — Leadership, ressources humaines et formation

Renforcer le fonctionnement collectif de l’équipe de direction

Les 3 et 4 juin, un atelier consacré au **leadership collectif** a réuni l’équipe de direction autour des enjeux de gouvernance et de transformation de l’institution. Dans un contexte marqué par l’arrivée d’un nouveau directeur général, les travaux ont porté sur la cohérence du collectif de direction, la confiance, la mobilisation des équipes et l’articulation entre orientations stratégiques et management opérationnel.

L’objectif était de renforcer la capacité de l’équipe de direction à partager une vision, coordonner ses actions et accompagner les transformations du NIS. Les échanges ont également permis d’identifier de nouvelles pistes de coopération autour des priorités managériales et organisationnelles de l’Institut.



Mieux relier métiers, compétences et formation

Parallèlement, une mission mobilisant l’expertise du [Centre de formation de l’Insee à Libourne \(CEFIL\)](#) a

permis d'approfondir les besoins du NIS en matière de ressources humaines et de formation.

Une enquête auprès d'une vingtaine d'agents a confirmé des besoins importants dans plusieurs domaines, notamment la statistique, les logiciels, la gestion des données et les sondages. Elle a également mis en évidence l'intérêt de mieux articuler les formations avec les métiers et les responsabilités exercées par les agents.

Les échanges avec la **National School of Planning and Statistics (NSPS)** ont permis d'examiner les possibilités de construire conjointement des parcours de formation par niveaux. Parmi les pistes proposées figurent également la clarification des fiches de poste et des parcours professionnels, la mise en place progressive d'entretiens annuels et le renforcement des temps de partage internes.

Résultats et perspectives

Le développement de la formation à distance constitue également une perspective importante. Le NIS et la NSPS ont notamment manifesté leur intérêt pour l'expérience de la plateforme **Maskaret** de l'Insee et pour la mise en place d'un environnement de formation en ligne fondé sur Moodle.

Ces différentes interventions répondent à un même objectif : accompagner la transformation du NIS en agissant conjointement sur **le fonctionnement de l'encadrement, l'organisation des ressources humaines et le développement durable des compétences**. Elles complètent ainsi les actions consacrées au leadership féminin et au Women's Network.

DIFFUSION, COMMUNICATION ET RAYONNEMENT

Vilnius – De l'innovation collaborative au dialogue avec les utilisateurs

Vilnius (Lituanie), 12-14 mai 2026 — Conférence internationale IAOS 2026

Une délégation de l'Insee a participé à la [conférence IAOS 2026](#), organisée à Vilnius par l'International Association for Official Statistics (IAOS) et l'Agence nationale des données de Lituanie. Placée sous le thème « *Navigating the Data Revolution: Innovations and Impact in Modern Statistics* », cette rencontre internationale a réuni statisticiens, chercheurs et responsables d'institutions autour des transformations de la statistique officielle, de l'innovation et des nouveaux usages des données.

Parmi les présentations de l'Insee, deux étaient directement liées à la coopération internationale : l'une consacrée à la manière dont une démarche d'innovation peut déboucher **sur des partenariats durables entre instituts statistiques européens et africains** ; l'autre au rôle du Conseil national de l'information statistique (CNIS) dans le dialogue entre producteurs et utilisateurs et dans l'identification de nouveaux besoins statistiques.

Transformer une innovation ponctuelle en partenariat durable

[Une première communication](#), présentée le 12 mai, a retracé l'expérience engagée dans le cadre des projets [PAS II-ECOBUSAF et SOCSTAF](#) autour de l'utilisation de nouvelles sources de données. Un hackathon organisé en 2024 avec plusieurs instituts statistiques africains a constitué le point de départ d'une séquence plus large de coopération.

L'initiative s'est prolongée par plusieurs actions : un événement organisé lors de la Commission statistique pour l'Afrique en 2024, une **visite d'étude à l'Insee pour les équipes lauréates**, ainsi que l'élaboration conjointe d'un guide pratique destiné à faciliter l'organisation de futurs hackathons par les instituts nationaux de statistique. Le programme PAS II achevé, certaines collaborations se poursuivent désormais dans le cadre de coopérations bilatérales.

Cette expérience montre qu'un hackathon peut aller au-delà de l'expérimentation technique : en favorisant les échanges entre équipes, le partage de connaissances et la confiance, il peut devenir un **levier de coopération institutionnelle dans la durée**. Les activités conduites dans le cadre d'ECOBUSAF et SOCSTAF illustrent ainsi comment une action ponctuelle peut contribuer à

structurer progressivement une communauté d'innovation entre instituts européens et africains.



Faire du dialogue avec les utilisateurs un moteur de la statistique publique

La [seconde communication](#), présentée le 13 mai, a mis en avant l'expérience française du [Conseil national de l'information statistique \(CNIS\)](#). Au sein du système statistique public français, le CNIS organise le dialogue entre producteurs et utilisateurs de statistiques et contribue à identifier les besoins émergents de la société. Tous les cinq ans, cette réflexion prospective permet notamment de définir des orientations de moyen terme pour la statistique publique.

La présentation s'est appuyée sur la **mesure des inégalités** pour illustrer cette fonction. Ce thème occupe une place durable dans les travaux du CNIS : dès 2005,

un groupe de travail consacré aux niveaux de vie et aux inégalités sociales avait réuni statisticiens, chercheurs, organisations sociales et collectivités afin d'améliorer l'information disponible et de répondre aux besoins des utilisateurs.

Cette réflexion se poursuit dans les orientations actuelles du CNIS, qui accordent notamment une place au suivi des inégalités de revenus et de patrimoine. Elle accompagne également les évolutions de la statistique publique, comme le développement des [comptes par catégories de ménage](#), qui permettent de répartir les composantes du revenu national et de la consommation entre différentes catégories de ménages et de mieux documenter les inégalités et les effets de la redistribution.

Résultats et perspectives

Ces deux communications illustrent deux dimensions complémentaires de l'innovation en statistique publique. La première montre comment l'expérimentation et la coopération internationale peuvent construire des partenariats durables ; la seconde souligne l'importance d'un **dialogue structuré avec les utilisateurs pour identifier les nouveaux besoins d'information et orienter les priorités statistiques**.

Au-delà de leurs thématiques respectives, ces deux expériences montrent que l'innovation statistique ne repose pas uniquement sur de nouveaux outils ou de nouvelles sources de données. Elle dépend aussi de la capacité des institutions à coopérer dans la durée, à partager leurs pratiques et à associer les utilisateurs à l'évolution de la statistique publique.

Montrouge – Croiser les regards sur les transformations de la statistique publique

Montrouge (France), 27-29 avril 2026 — Colloque « 80 ans de l'Insee : nouveaux regards sur la statistique publique »

À l'occasion de ses [80 ans](#), l'Insee a organisé à Montrouge un colloque consacré à l'histoire, aux transformations et aux nouveaux enjeux de la statistique publique. Pendant [trois jours](#), statisticiens publics, universitaires et chercheurs français et étrangers ont confronté leurs analyses et leurs

expériences autour des évolutions de la production statistique.

Intitulé « [80 ans de l'Insee : nouveaux regards sur la statistique publique](#) », le colloque a proposé une soixantaine d'interventions portant notamment sur l'histoire des institutions statistiques, les usages des données, l'évolution des méthodes de production et les défis liés aux nouvelles sources. Sa dimension internationale a permis de mettre en perspective l'expérience française avec celles d'autres systèmes statistiques.



Une ouverture aux expériences des partenaires internationaux

Parmi les contributions internationales, [l'Institut national de la statistique du Cameroun](#) a partagé son expérience de l'utilisation des données administratives dans la statistique publique, lors d'une session

consacrée aux « défis à l'ère des données ». Cette intervention a apporté le regard d'un institut statistique africain sur un enjeu aujourd'hui commun à de nombreux systèmes statistiques : diversifier les sources mobilisées pour la production statistique et adapter les organisations et les méthodes à de nouveaux environnements de données.

Résultats et perspectives

Au-delà de sa dimension commémorative, le colloque a ainsi constitué un espace de **dialogue entre communautés statistiques et académiques**, permettant de croiser des expériences nationales autour des transformations de la statistique publique.

Cette ouverture internationale illustre également la réciprocité recherchée dans les activités de coopération de l'Insee : les échanges ne reposent pas uniquement sur la transmission d'une expertise française, mais aussi sur la **valorisation des expériences et des pratiques développées par les institutions partenaires**.

Tunisie – Savoirs Éco : trois années pour mieux produire, diffuser et utiliser les connaissances économiques

Tunis (Tunisie), 19 juin 2026 — Cérémonie de clôture du projet Savoirs Éco

Après plus de trois années d'activités, le projet Savoirs Éco a tenu sa cérémonie de clôture le 19 juin 2026 à Tunis. Financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, le projet avait pour ambition de renforcer la **production, la diffusion et l'utilisation des connaissances économiques** afin de mieux éclairer le débat et la décision publics en Tunisie.

Au total, [24 structures productrices de savoirs économiques ont été accompagnées et 68 policy briefs produits](#) sur des enjeux stratégiques pour le pays. Plus de 100 contenus de vulgarisation économique ont également été diffusés, tandis que de nouveaux espaces de dialogue ont rapproché chercheurs, institutions publiques, société civile et décideurs.

Une contribution de l'Insee aux côtés de l'INS

Dans le cadre de Savoirs Éco, l'Insee a notamment accompagné [l'Institut national de la statistique de Tunisie](#) sur les statistiques d'entreprises. Un diagnostic

conduit avec l'INS a porté sur plusieurs sources majeures — Répertoire national des entreprises, enquête annuelle sur l'activité économique des entreprises et liasses fiscales — afin d'identifier des pistes d'amélioration de leur qualité, de leur articulation et de leur utilisation pour l'analyse économique.

Le projet a également permis de progresser sur les questions de **communication, de diffusion, de visualisation des données et de relation avec les utilisateurs**. Ces dimensions répondent à un même enjeu : produire des statistiques fiables ne suffit pas ; elles doivent aussi être accessibles, comprises et utilisables par les décideurs, chercheurs, journalistes, entreprises et citoyens.



@ Expertise France

Une coopération qui se poursuit

La clôture de Savoirs Éco ne marque pas la fin de l'appui de l'Insee à l'INS. La programmation engagée en 2026 porte notamment sur la comptabilité nationale, la conjoncture, les nouvelles sources de données, la qualité, ainsi que la diffusion et la communication statistique. Dans la continuité directe du projet, un appui en **techniques rédactionnelles et diffusion statistique** est également prévu afin d'accompagner la production de publications plus claires, plus pédagogiques et davantage adaptées aux besoins des utilisateurs.

La [cérémonie de clôture](#) a ainsi constitué à la fois un temps de bilan et une étape vers la poursuite des partenariats engagés. Pour l'Insee, la clôture du projet ouvre ainsi une nouvelle étape : les acquis et les relations construits dans le cadre de Savoirs Éco

peuvent désormais être prolongés par une coopération bilatérale progressive, directement orientée vers les priorités exprimées par l'INS. Cette continuité permet de transformer les acquis d'un projet financé dans le temps en un partenariat institutionnel appelé à se poursuivre dans la durée.

Résultats et perspectives

Savoirs Éco illustre l'importance de rapprocher **production statistique, analyse économique, diffusion des connaissances et dialogue avec les utilisateurs**. La poursuite de la coopération entre l'Insee et l'INS vise à consolider ces acquis et à contribuer à une statistique publique tunisienne toujours plus accessible, robuste et utile au débat public comme à la décision publique.

Hommage à Olivier Gourdon

La coopération est d'abord une histoire de liens

Cette Lettre aurait difficilement pu s'achever sans quelques mots pour **Olivier Gourdon**, notre collègue disparu en septembre 2026.

Olivier connaissait particulièrement bien cet exercice : lorsqu'il travaillait à la Division Appui technique international, **il avait lui-même eu la responsabilité de cette Lettre d'information**, contribuant à raconter, numéro après numéro, les actions de coopération de l'Insee, les projets menés avec nos partenaires et, surtout, les femmes et les hommes qui leur donnent vie.

Cette attention portée aux autres résume sans doute une part essentielle de son parcours.

Avant de rejoindre l'Insee, Olivier avait consacré de nombreuses années à l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, où il avait exercé des responsabilités dans les études et les relations partenariales et participé à plusieurs travaux à dimension internationale. À l'Insee, il a ensuite accompagné pendant sept ans la coopération statistique avec les pays du bassin méditerranéen, nouant au fil des missions des relations durables avec de nombreux collègues et institutions partenaires. Il avait plus récemment rejoint l'unité Qualité.

Son parcours à la DATI témoigne de la diversité de cet engagement. Du Maroc à la Tunisie et à l'Algérie, mais aussi auprès d'AFRISTAT et de plusieurs instituts d'Afrique subsaharienne, Olivier a contribué à des projets de modernisation statistique, à la communication et à la diffusion, à la formation et au renforcement des relations entre institutions. Les archives de nos Lettres gardent la trace de ses missions, de ses ateliers et de ses rencontres.

Olivier était également profondément attaché à la transmission des connaissances. Son implication dans la revue *Statéco*, dont il contribuait au pilotage, prolongeait cette conviction : la coopération ne consiste pas seulement à apporter une expertise ; elle consiste aussi à créer les conditions pour que les expériences puissent être écrites, partagées et transmises.

Mais réduire Olivier aux projets qu'il a suivis, aux missions qu'il a organisées ou aux publications auxquelles il a contribué manquerait l'essentiel. La coopération internationale est un métier de relations humaines. Elle repose sur



la confiance construite au fil du temps, l'écoute, la curiosité pour l'autre et la capacité à transformer une rencontre professionnelle en un partenariat durable. C'est aussi cela qu'Olivier laisse derrière lui.

Au fil de cette Lettre, il est beaucoup question de coopération, de transmission, de partenariats et de liens entre institutions. Ces mots ont aujourd'hui une résonance particulière. Ils rappellent **qu'au-delà des programmes, des missions et des résultats, notre travail repose d'abord sur des personnes qui prennent le temps de se connaître, de travailler ensemble et de construire quelque chose qui leur survivra.**

Cette édition est aussi l'occasion de lui dire simplement **merci** : pour son engagement au service de la coopération statistique, pour ce qu'il a transmis à ses collègues et à nos partenaires, et pour la trace qu'il laisse dans l'histoire de la DATI et de l'Insee.

Nous dédions cette Lettre à sa mémoire.

Informations éditoriales

- Éditeur : Insee – Direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex
- Directeur de publication : LENGART Fabrice, Directeur général de l'Insee
- Responsable éditorial : BIAU Olivier, Chef du Département Coordination Statistique et Internationale (DCSI), Insee
- Rédacteur en chef : L'HOUR Emmanuel, Chef de la Division Appui technique international, Insee
- Ont collaboré à ce numéro : D'ALESSANDRO Cristina, FRANCOZ Dominique, POIREL Guillaume, TCHANG Alice, TRAORE Harouna, Division Appui technique international, Insee